

Projet communiste pour la protection sociale

Economie et Politique publie ce mois-ci un document élaboré par la commission du PCF « Pour un système de santé et de protection sociale moderne » (disponible fin mars sous forme de brochure). Il poursuit un travail engagé ces dernières années avec notamment une brochure éditée par *Economie et Politique* en 1996 « *Quelle réforme pour l'hôpital ?* » et, dans le cadre de la préparation du 30ème congrès, deux documents « Santé et visée communiste » et « Pour une gestion par les assurés eux-mêmes de la Sécurité sociale » (ces deux documents sont disponibles sur le site internet du PCF (www.pcf.fr/protectionsociale)).

Avec le document actuel, l'objectif est double : il s'agit à la fois de contribuer à la riposte aux objectifs du Medef qui constituent bien un projet de société d'autant plus dangereux qu'il est cohérent ; et de le faire en opposant un autre projet de société : le projet de refondation sociale communiste. Ce document se veut une contribution au débat public, nécessaire pour construire un rassemblement à la hauteur de l'enjeu de la sortie de la crise actuelle et un engagement dans le dépassement du capitalisme.

Débats publics, rencontres nationales et locales avec syndicats, mutuelles et associations : l'objectif, en confrontant les opinions, est d'aboutir à une nouvelle rédaction enrichie de tous ces débats. La contribution des lecteurs d'*Economie et Politique* est donc vivement souhaitée (écrire à la revue ou à la Commission santé/protection sociale du PCF 2 place du Colonel Fabien - 75019 Paris).



La protection sociale, c'est d'abord la Sécurité sociale, créée à la Libération « pour faire face à tous les aléas de la vie » selon la formule du ministre communiste Ambroise Croizat. Il s'agissait alors de couvrir la maladie, les accidents du travail, la retraite et la famille.

Dans notre pays, l'histoire de la Sécurité sociale n'est rien d'autre que l'histoire des luttes sociales depuis deux siècles. Le patronat, la droite, à qui il a fallu imposer cette conquête, s'en sont finalement servis pour accompagner leurs objectifs de restructuration de la société. Mais, contrairement, ils cherchaient à en limiter la portée en créant à côté de la Sécurité sociale, parfois en opposition à elle, d'autres organismes où le patronat disposait de la réalité du pouvoir comme dans les caisses de retraites complémentaires et l'UNEDIC, alors que la logique aurait voulu que le chômeur soit pris en charge par une branche de la Sécurité sociale.

L'ensemble de la protection sociale est aujourd'hui en crise dans une société elle-même en crise depuis les années 1970. Cette crise est la contradiction entre les possibilités, les aspirations face aux dégâts croissants de la course au profit.

Face à cette crise, il y a ceux, principalement le MEDEF, qui proposent une fuite en avant dans la rentabilité financière visant à soumettre aux règles du marché capitaliste l'ensemble de la protection sociale. A l'opposé, les communistes proposent de travailler à rassembler tous ceux qui pensent que le développement et l'élargissement du social dans le sens du progrès sont la voie principale pour sortir par le haut de la crise actuelle du système capitaliste.

Ce document n'a pas, pour ambition de livrer un projet « clé en main ». Les communistes n'ont pas la prétention de le faire à eux seuls. D'ailleurs, quelle force politique ou sociale pourrait-elle prétendre le faire ? Ce que nous cherchons, c'est comment se donner les bases permettant un véritable débat démocratique dans tout le pays qui débouche sur un projet cohérent à la hauteur des ripostes nécessaires face aux attaques mais surtout à la hauteur des besoins de notre peuple.

I – LE MEDEF A UN VERITABLE PROJET DE SOCIETE

Avec son assemblée générale du 18 janvier 2000, le MEDEF affirme clairement qu'il s'est doté d'un véritable projet de société.

On savait que le patronat ne s'était jamais résigné aux acquis sociaux et économiques issus de la Libération. Mais aujourd'hui, il estime l'heure venue de construire un système radicalement nouveau « *Le temps est venu, plus de 50 ans après la mise en place des institutions actuelles d'amener et de construire un nouvel ensemble d'institutions de protection adaptées au nouvel univers des risques* ». (D. Kessler n° d'automne 1999 de la revue Commentaire).

Le Parti communiste prend au sérieux l'expression de « refondation sociale ». A la refondation sociale ultra-réactionnaire du Medef, il oppose l'objectif d'une refondation sociale de progrès.

L'objectif du patronat c'est de replacer l'entreprise au premier plan en lieu et place de l'Etat et de la loi. (Sachant que pour le MEDEF, l'entreprise c'est, en fait, le patronat, ou plus précisément le capital financier). Ce n'est pas seulement d'en finir avec le système de protection sociale issu de la Libération que propose le MEDEF. Il veut surtout reconstruire un autre système à partir de l'entreprise privée selon les règles du marché capitaliste. C'est toujours D. Kessler, qui n'oublie jamais qu'il représente les sociétés d'assurances, qui proclame : « *Il faut redonner des degrés de liberté à d'autres institutions que l'Etat, réhabiliter la famille, l'entreprise et les marchés mais aussi ne pas craindre d'inventer d'autres institutions de droit privé comme les fonds de pensions ou les réseaux de soins. Place aux nouveaux entrepreneurs sociaux !* »

Le projet de société que le MEDEF cherche à imposer c'est l'essence de la lutte des classes en ce début de 21ème siècle. C'est ce qui l'amène à venir sur le terrain politique.

Ce que le MEDEF propose aujourd'hui c'est, pour faire face aux besoins actuels du capitalisme, de supprimer la notion de sécurité. La sécurité du travail doit faire place à la précarité généralisée. Le salaire doit devenir une variable à réduire le plus possible. La Sécurité sociale doit faire place aux nouveaux entrepreneurs sociaux dont parle D. Kessler. Le marché capitaliste ne doit plus se voir imposer de limites. Dans le même temps il faudrait que l'Etat apporte toujours plus d'aides.

Pour justifier cette immense entreprise de démo-

lition-reconstruction le MEDEF s'appuie sur une crise réelle des institutions de Sécurité sociale que les coups portés depuis 25 ans rendent de moins en moins capable de répondre aux besoins réels de la population. Il s'appuie surtout sur le dogme très largement répandu, y compris à gauche avec le social-libéralisme, qui oppose l'emploi aux salaires et aux dépenses sociales en affirmant que le coût du travail serait en France trop élevé.

II – CRISE DE LA PROTECTION SOCIALE ET FAUSSES SOLUTIONS

Pendant 30 ans, la protection sociale a été un facteur du développement économique en contribuant à la reconstruction du pays après la guerre, puis en accompagnant les restructurations imposées par ce que l'on a appelé le capitalisme monopoliste d'Etat.

En temps de crise du système, les gouvernements successifs se fixent l'objectif de limiter les dépenses sociales considérées comme une charge à réduire. Année après année, se succèdent plans de « sauvetage », de « rationnement », de « maîtrise des dépenses ».

On peut, aujourd'hui, faire le constat que la baisse des taux de remboursement des dépenses de santé à partir de 1980 s'est traduit par une nouvelle aggravation des inégalités sociales face à la maladie et à la mort (1). Plus grave encore peut être, la Sécurité sociale, enfermée dans un carcan financier de plus en plus contraignant, n'a pas été capable de faire face à des besoins croissants ou nouveaux dont une part est due justement à l'aggravation de la crise de la société.

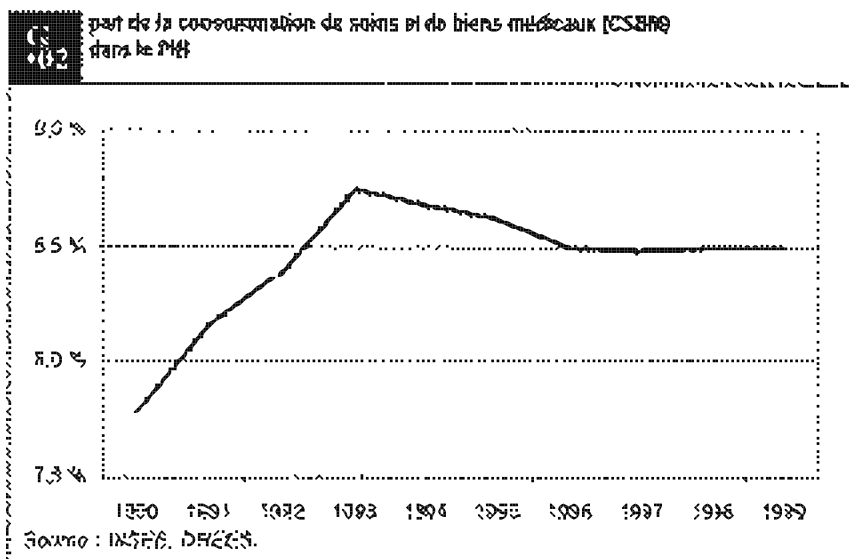
On sait que l'UNEDIC n'indemnise plus que 40 % des chômeurs.

La branche « accidents du travail – maladies professionnelles », artificiellement séparée de la branche maladie pour la mettre sous la coupe du patronat, ignore encore très largement les maladies liées à l'aggravation des conditions de travail (stress, maladies nerveuses, troubles musculo-squelettiques). L'indemnisation insuffisante des maladies professionnelles, conduit à la compenser par des fonds spéciaux comme pour l'amiante.

Les allocations familiales n'ont jamais atteint l'objectif initial de compenser les frais d'éducation des enfants. Malgré la création d'allocations nouvelles, la branche famille n'a pas su faire face à l'augmentation du nombre des familles monoparentales (une des causes principales de basculement dans la pauvreté). L'essor important des aides personnalisées au logement s'est fait au détriment des aides à la pierre ce qui se traduit par la dégradation et la pénurie de logements sociaux de plus en plus chers.

Si, pour la retraite le système par répartition, contrairement à l'idée couramment répandue, s'est montré capable de faire face à une augmentation déjà importante du nombre de retraités, on n'a, pour le moment, rien construit pour faire face efficacement à la dépendance des personnes âgées, ou encore la place des retraités dans la société.

Il est trop facile de rendre la protection sociale coupable de faillites dont elle n'est pas responsable au départ, alors qu'on l'a privée de moyens d'agir. Il en est ainsi de la lutte contre l'exclusion et la pauvreté. La véritable cause est le chômage et la dégradation des conditions de travail qu'il a occasionné. Or, à partir de 1983, l'Etat et le patronat se sont mis d'accord pour décharger l'UNEDIC de l'indemnisation et donc de la responsabilité du retour à l'emploi des chômeurs



de longue durée. On est passé d'un système de solidarité financé à partir des entreprises (cotisations salariales et patronales) à un système d'assistance financé par l'Etat (Allocation spéciale de Solidarité, puis RMI) (2).

Certes, des décisions politiques ont aussi permis pendant cette période des améliorations importantes comme la retraite à 60 ans en 1982 ou la Couverture Maladie Universelle en 1999. Mais l'ensemble de la protection sociale a été fragilisé par l'a priori constamment présent que les dépenses sociales sont une charge à réduire. A l'inverse, nous défendons l'idée que c'est un atout qu'il faut développer, non seulement pour faire face aux besoins croissants mais aussi comme un moyen essentiel de sortir de la crise en misant sur le développement humain.

Ce carcan financier est encore renforcé par le type de construction européenne qui fait passer la monnaie avant l'emploi. On a d'abord eu les critères de convergences pour la monnaie unique. Ils ont été pérennisés sous le nom de pacte de stabilité. En réduisant les déficits et prélèvements publics et sociaux, on vise avant tout les dépenses sociales. Par exemple pour la santé il s'agit en réduisant l'offre de soins d'essayer de réduire la consommation médicale, au risque de mettre en cause l'état de santé individuel et global.

On peut légitimement se réjouir d'un classement de l'OMS qui met la France au 1er rang dans le monde pour les résultats de santé. Ce bon résultat est dû à la conjonction entre une déontologie médicale particulièrement exigeante et un système de Sécurité sociale qui a longtemps eu pour objectif de permettre l'accès de tous aux meilleurs soins.

Mais quelle conséquence aura demain l'état lamentable de toute la médecine scolaire ? Ne faut-il pas craindre les effets à court terme des campagnes pour culpabiliser les professionnels qui soigneraient trop des usagers exagérément exigeants ? Le pays est déjà confronté au manque de médecins et d'infirmières, au point de devoir fermer des structures hospitalières et d'avoir certaines spécialités déjà incapables de faire face aux besoins : aujourd'hui la psychiatrie, l'obstétrique, l'anesthésie et demain toutes les branches, y compris les médecins généralistes. On peut penser que cette pénurie a été délibérément organisée pour réduire l'offre de soins. Il y a urgence à relever fortement les *numerus clausus* à l'entrée des études médicales et mettre

en chantier un véritable plan d'urgence pour la formation de toutes les filières de soignants.

Le plan Juppé, dont l'essentiel est toujours en place, était une tentative de réforme globale visant, tout à la fois la « maîtrise » des dépenses et l'autoritarisme étatique. La Caisse nationale d'Assurance maladie, où le patronat a retrouvé la parité avec les syndicats en même temps qu'était officialisée la suppression des élections, a tenté, avec le plan stratégique (plan Johanet) de l'été 1999, de pousser jusqu'au bout la logique du plan Juppé en proposant une mise en concurrence des prestataires de soins qui ouvre la porte à la concurrence entre financeurs, c'est à dire entre organismes de Sécurité sociale et assureurs privés. Si le gouvernement a officiellement refusé ce plan trop voyant, il faut bien constater que certaines

de ses idées essentielles commencent à se mettre en place comme l'établissement d'un panier de biens et de services médicaux ou, des tentatives de mise en place d'agréments sélectifs pour les professionnels.

Plus généralement, nous ne sommes pas seuls à nous inquiéter des objectifs réels du gouvernement actuel quand il se rallie au PARE qui soumet les chômeurs aux exigences du patronat ou quand il met en place l'impôt négatif sous les applaudissements bruyants des ultra-libéraux. Ils savent bien que c'est une arme redoutable permettant à la fois de faire sauter l'obstacle des minima de salaires en permettant aux patrons d'abaisser les salaires et, à terme, de se substituer à l'ensemble de la protection sociale financée à partir de l'entreprise remplacée par une assistance payée par l'impôt.

III - LA LEGITIMITE DE L'INTERVENTION POLITIQUE

La question des rapports entre l'Etat et la protection sociale mérite d'être approfondie au-delà des slogans simplistes à propos de l'Etat-providence.

Pour la France, la Sécurité sociale est le résultat d'une construction issue de luttes mutualistes et syndicales qui, depuis le 19ème siècle, ont contribué à l'existence même de la classe ouvrière en tant que classe sociale. Cela donne une légitimité forte aux syndicats (ce qui n'est pas la même chose que les « partenaires sociaux », expression ambiguë qui vise à masquer l'antagonisme entre le patronat et les salariés) pour gérer la Sécurité sociale, l'UNEDIC et, pourquoi pas, d'autres institutions à créer dans des domaines comme la formation continue dont le rôle devra croître considérablement. Le système français de Sécurité sociale n'a jamais été un système étatique.

Mais justement, la manière dont le MEDEF tente aujourd'hui de disqualifier l'Etat et l'idée même de prédominance de la loi doit faire réfléchir.

Ne faut-il pas voir de plus près ce que recouvre pour les uns et les autres la notion d'Etat ? Pour notre part nous refusons le contrôle bureaucratique et l'autoritarisme qui, des ordonnances de 1967 au plan Juppé, visent à transférer l'essentiel des pouvoirs y compris pour le moindre détail vers la tutelle ministérielle.

La création de la loi de financement de la Sécurité sociale est un piège. Les parlementaires ne discutent pas et ne décident pas de la politique de santé ou de Sécurité sociale. Le vote de cette loi vise uniquement à apporter l'autorité du suffrage universel aux objectifs budgétaires (uniquement pour les dépenses) et ainsi à légitimer les sanctions en cas de dépassement. Les agences régionales de l'hospitalisation et la CNAM ont comme mission quasi exclusive d'empêcher les dépassements de dépenses. Autoritarisme étatique et austérité financière vont de pair.

Cet étatisme est de plus en plus massivement rejeté et c'est très bien dans la mesure où il est foncièrement antidémocratique. Mais le MEDEF est le plus mal placé pour le critiquer puisque, relayé par la droite, il reproche à l'État de ne pas réduire assez vite les dépenses publiques et sociales tout en profitant d'aides financières toujours plus fortes. Remarquons que seul le PCF comme parti a toujours rejeté cette obsession de réduire les dépenses sociales. Il n'a voté aucune loi de financement de la Sécurité sociale depuis leur création en 1996.

Demander plus de pouvoirs et d'autonomie pour les organismes de Sécurité sociale nécessite qu'on pose la question de la légitimité de ceux qui y siègent. Quelle légitimité pour les syndicats si leur mandat n'est pas régulièrement validé par le suffrage universel ? C'est parce que la Sécurité sociale est en fait une partie du salaire (une part socialisée, collective qui s'ajoute à la part individuelle) que nous pensons que ce sont les syndicats qui ont vocation à solliciter des suffrages de l'ensemble des assurés sociaux dépendant du régime général. Quelle légitimité pour le patronat surtout si, avec la moitié des sièges, il possède, de fait, le pouvoir réel face à des syndicats divisés ? Sûrement pas le poids (majoritaire) des cotisations patronales, ce qui reviendrait à rétablir le suffrage censitaire rejeté en 1848.

Non content de refuser le partage des pouvoirs et des droits dans l'entreprise, le patronat prétend contrôler la manière dont les assurés sociaux gèrent une part essentielle de leur salaire (et pourquoi pas de leur vie privée comme au 19^{ème} siècle ?), et plus fondamentalement pomper à son profit les fonds sociaux et l'épargne personnelle.

La vérité, c'est que la place du patronat dans les conseils d'administration est une variable qui dépend étroitement du rapport de force politique et du rôle qu'on veut faire jouer à la Sécurité sociale. La droite veille toujours à lui donner la moitié des sièges (1967 et 1995), c'est à dire la réalité du pouvoir. Le gouvernement Mauroy, en 1982, a augmenté le nombre de représentants élus des salariés. Il l'a fait sans leur donner de pouvoirs réels ce qui n'a pas facilité l'action pour empêcher la suppression des élections à partir de 1989.

En même temps que nous proposons de donner plus de pouvoirs aux représentants élus des assurés nous voulons revaloriser le rôle du Parlement. Si on pense que la protection sociale est une composante fondamentale de notre modèle social, si on estime que la politique sociale peut être un outil décisif pour sortir de la crise de société que connaît notre pays depuis 30 ans, alors il est clair que le Parlement doit jouer un rôle considérablement accru pour définir cette politique de protection sociale. A charge ensuite pour les organismes de Sécurité sociale avec leurs représentants, eux aussi élus, de mettre en œuvre ces orientations avec des pouvoirs réels. La tutelle omniprésente actuelle doit disparaître au profit d'un simple contrôle a posteriori du respect des orientations politiques définies par la loi.

Ces pouvoirs accrus que nous proposons de donner à la fois au Parlement élu et aux Conseils d'administration des caisses de Sécurité sociale sont en totale opposition avec le projet du MEDEF qui veut les réduire, voire les supprimer au profit du contrat « librement » négocié dans l'entreprise (cette fameuse « liberté du renard dans le poulailler » que toutes les luttes sociales depuis un siècle ont cherché à remplacer par les droits garantis par la loi).

Plus que jamais nous pensons que la loi est la garantie indispensable pour que chacun bénéficie des droits acquis par les luttes populaires. La forme moderne d'exercice de ces droits c'est la participation active des gens. C'est tout l'enjeu de la démocratie sociale.

IV – LE PROJET COMMUNISTE POUR UNE SECURITE SOCIALE DE SOLIDARITE, DE JUSTICE, D'EFFICACITE ET DE MODERNITE

Sur quels principes proposons-nous de nous appuyer ?
L'efficacité : avant tout la prévention.

L'efficacité, c'est de considérer le social comme un atout pour développer toutes les capacités humaines. L'actualité montre qu'on finit par payer très cher la méconnaissance des besoins de santé publique ou leur soumission aux règles du profit (amiante, Vache folle). L'état de délabrement de la médecine préventive est l'un des pires gâchis actuels. Seuls les salariés stables ont encore une visite médicale annuelle et le MEDEF tente de faire sauter ce qu'il considère comme inutile. N'y a-t'il pas urgence à rétablir cette visite annuelle pour les scolaires, l'étendre aux chômeurs et précaires, aux retraités. La prévention n'a de sens que si elle est durable et surtout si elle vise à toucher tout le monde. Cela coûte cher (3). Mais comment supporter le paradoxe que la médecine soit capable d'éradiquer de la planète des maladies comme la variole et demain la poliomyélite et qu'on n'ait toujours pas mis en place, dans un pays riche comme la France, le dépistage systématique de maladies aussi répandues que le cancer du sein.

La prévention c'est surtout un état d'esprit qui vise à intervenir en amont avant que les soins deviennent nécessaires, d'éviter la maladie. L'histoire du 20^{ème} siècle ne nous apprend-elle pas que l'allongement de l'espérance de vie doit autant, sinon plus, à l'hygiène et au tout-à-l'égout qu'aux médicaments.

La prévention aujourd'hui, c'est aussi la qualité du logement et de l'urbanisme, c'est l'éducation, c'est la lutte contre la pollution et encore et toujours la lutte pour la sécurité au travail et plus généralement l'amélioration des conditions de travail et contre les formes multiples d'exclusion du travail. Cela passe par l'extension des droits d'alerte et d'opposition dans l'entreprise et la cité.

Ce lien croissant entre santé, logement, environnement, travail et non-travail est une raison supplémentaire de redonner à l'ensemble de la protection sociale la cohérence qui était l'un des principes fondateurs de 1945 (couvrir tous les risques de toute la population).

La solidarité

Au libéralisme destructeur des relations humaines, nous opposons la recherche de toujours plus de cohésion sociale où chacun contribuera en fonction de ses possibilités avec l'objectif que chacun reçoive en fonction de ses besoins.

Comment ne pas souligner la similitude des formules servant à définir le communisme et la règle fondamentale de la Sécurité sociale ?

C'est clairement l'objectif avec l'assurance maladie où chacun doit accéder aux meilleurs soins quels que soient ses revenus, mais aussi sa culture, son lieu d'habitation. Cela passe par une extension des gratuités comme celle qui existe déjà pour les enfants avec la PMI et qui vient d'être instaurée pour les revenus les plus bas avec la CMU. Ne faut-il pas avancer dans ce sens pour d'autres personnes fragilisées notamment les plus âgées, par le rétablissement de la gratuité systématique pour les cas de « maladies longues et coûteuses » supprimée par P. Seguin en 1987 et une réelle gratuité pour les malades atteints d'une maladie grave et non pas limitée à la seule maladie ou organe atteint. Les communistes proposent clairement l'objectif d'aller vers la gratuité totale des soins.

La cohésion sociale, c'est encore la solidarité entre générations exprimée pour les retraites par répartition avec l'indexation des pensions sur les salaires. C'est le retour aux 37,5 années de cotisations pour tous, au calcul des pensions sur les dix meilleures années et enfin une défense des régimes spéciaux qui vise à tirer vers le haut tous les régimes de retraites.

La solidarité, c'est pour la branche famille, sans forcément revenir à la politique nataliste de la Libération, une réelle relance de la politique familiale pour que les parents, avec un effort particulier pour les parents isolés, puissent avoir le nombre d'enfants désirés avec l'aide financière nécessaire (c'est-à-dire dès le 1er enfant) et un véritable plan d'urgence pour faire face aux problèmes de garde de petits enfants et aux problèmes d'aide à la scolarité. Cette politique familiale est un moyen pour faire évoluer favorablement la démographie de notre pays et assurer le renouvellement des générations.

La justice

Il y a ceux qui cherchent à tirer vers le bas la protection de tous, voire à la limiter à un simple retour à l'assistantat réservé aux plus pauvres, les autres pouvant toujours se tourner vers les assurances privées. A l'inverse, nous voulons tirer vers le haut la protection sociale de tous.

La justice c'est déjà combattre les inégalités sociales devant la maladie et la mort. C'est ainsi que nous combattons l'idée de « panier de soins » qui, à partir d'une enveloppe déterminée à l'avance, prétend fixer ce qui est remboursable et ce qui ne le serait plus. Ce serait officialiser la médecine à deux vitesses que selon nous, l'assurance-maladie a pour première mission d'empêcher. Ce qui doit être remboursé, c'est ce qui est utile à une personne donnée en fonction de son état de santé. La Sécurité sociale doit avoir les moyens de créer des relations de confiance avec les professionnels de santé visant à la fois à reconnaître leur qualification et garantissant à toute la population l'accès aux meilleurs soins. C'est l'enjeu des débats actuels pour rétablir une vraie convention médicale entre la Sécurité sociale et les médecins.

Comment accepter le raisonnement de ceux qui mettent en avant le prix élevé de tel ou tel traitement pour en limiter le remboursement ou la diffusion ? Ainsi, il faut absolument contrecarrer la tendance de certains laboratoires pharmaceutiques qui, pour garder la liberté de fixation des prix, refusent de demander le remboursement. Plus généralement, il faut que l'Etat utilise plus fermement les pouvoirs

dont il dispose pour intervenir sur les choix de recherche et de fabrication des laboratoires pharmaceutiques dans le sens de la réponse à tous les besoins de santé en France et dans le monde. Dire cela ne pousse-t-il pas à reprendre la réflexion sur la nécessité d'une forme de contrôle public pour une activité comme l'industrie pharmaceutique ? Autrement dit, le médicament peut-il être considéré comme une simple marchandise soumise aux règles du profit capitaliste ? L'attitude des multinationales pharmaceutiques face à la catastrophe sanitaire en Afrique oblige à poser la question.

La modernité

C'est être capables d'être aussi inventifs que les créateurs de la Sécurité sociale quand il fallait reconstruire un pays ravagé par la guerre. Être moderne aujourd'hui, c'est s'attaquer réellement à des fléaux comme le chômage et l'exclusion qu'il entraîne jusqu'à les éradiquer complètement et non s'en tenir à un prétendu plein emploi visant un chômage à 6 %. C'est favoriser une mobilité positive qui permette à chacun de choisir sa situation y compris en lui donnant les moyens de formation correspondant à sa situation et ses aspirations. La mobilité, ce n'est pas seulement la mobilité imposée avec le PARE qui oblige le chômeur à accepter l'emploi qu'on lui propose. Cela doit être au contraire la possibilité pour chacun de choisir en fonction de ses capacités (4).

La modernité, c'est encore, une gestion qui ne cherche pas à « fliquer » assurés et professionnels de santé soupçonnés a priori d'être des fraudeurs, mais une gestion qui utilise les possibilités de l'informatique pour répondre de manière toujours plus décentralisée et individualisée aux besoins.

La modernité, c'est mettre les technologies les plus modernes au service des usagers et d'un personnel non pas asservi à ces technologies (ou chassé par les suppressions de postes) mais au contraire, rendu plus disponible par une qualification plus grande. C'est vrai dans des contextes différents aussi bien pour les soignants à l'hôpital que pour l'employé de Sécurité sociale.

La modernité c'est favoriser les coopérations où proximité et qualité s'épaulent au lieu de s'opposer, où l'évaluation vise à généraliser la qualité et non à réduire les capacités d'accueil.

SE DONNER LES MOYENS D'ATTEINDRE CES OBJECTIFS

Efficacité, solidarité, justice, modernité ont un coût. Il faut se donner les moyens de les atteindre.

- Plus de moyens financiers, et des moyens plus efficaces.
- Beaucoup plus de démocratie, pour faire autrement.

Plus de moyens financiers

Au départ, la Sécurité sociale était financée quasi exclusivement par des cotisations. Qu'elles soient « salariales », c'est à dire prélevées sur le salaire brut ou « patronales », c'est à dire s'ajoutant à ce salaire brut, elles constituent bien l'une et l'autre une part socialisée (5) du salaire qui s'ajoute au salaire net, la part individuelle de ce salaire. L'ensemble constitue la part attribuée aux salariés dans le partage de la valeur ajoutée. La nature des deux cotisations

est bien la même. Elles appartiennent collectivement aux salariés. Si, pendant longtemps, le patronat a privilégié la baisse des cotisations patronales, c'est simplement parce que c'est une façon discrète d'augmenter sa part de plus-value... en baissant les salaires.

Tout est mis en œuvre pour réduire toujours plus le coût du travail. Avec la création de la CSG et la multiplication des exonérations de cotisations patronales, on assiste à une autre façon de réduire le financement social à partir de l'entreprise puisque l'une (la CSG) est prélevée sur les ménages et les autres (les exonérations) sont très largement compensées par le budget de l'Etat quasi exclusivement financé par les ménages.

L'argument est toujours le même. La cause du chômage serait le coût excessif du travail, il faudrait donc réduire ce coût en réduisant la part des entreprises dans le financement social. Depuis 15 ans, la recette est massivement utilisée. N'est-il pas temps de faire un bilan objectif ? Où sont les emplois créés par plus de 100 milliards d'exonérations et 350 milliards de cotisations transférées vers l'impôt par le biais de la CSG ? (6) Par contre, on voit bien la part écrasante d'emplois à temps partiels et précaires, générés par les exonérations, qui se sont multipliés au détriment des emplois stables. De plus, la concentration des exonérations autour du SMIC a bien créé ce qu'on appelle à juste titre une « trappe à bas salaires » qui tire tous les salaires vers le bas (9 millions de salaires inférieurs à 1,4 fois le SMIC).

Pourquoi ne pas demander une commission d'enquête parlementaire et un vrai débat sur les effets réels de ces 100 milliards d'exonérations ?

Pour leur part, les communistes proposent de remplacer ces aides qui ne créent pas d'emplois (ou si peu) par d'autres aides ciblées sous forme de prêts bonifiés, conditionnées à la création réelle d'emplois qualifiés et bien rémunérés. Cette forme permettrait de mobiliser des prêts bancaires en démultipliant ainsi les fonds publics.

Il existe un autre moyen que les exonérations pour ne pas payer de cotisations. C'est de développer d'autres formes de rémunérations que le salaire. C'est le cas dans la fonc-

tion publique, avec les primes et dans les entreprises, avec l'intéressement, la participation et maintenant les stocks options. Outre leurs fonctions idéologiques d'intégration aux objectifs patronaux, ces formes de rémunérations présentent aussi pour leurs partisans l'avantage de ne générer aucune cotisation sociale. Le manque à gagner grandit année après année pour représenter plus de 10 % de la masse salariale. Soumettre toutes ces formes de rémunérations aux mêmes cotisations que les salaires permettrait un retour à une situation plus claire et plus juste pour l'ensemble des salariés.

Reste enfin la question de fond qui est de savoir si les entreprises peuvent augmenter leur participation au financement de la protection sociale.

Le PCF fait deux propositions pour aller en ce sens : La taxation des revenus financiers et la modulation des cotisations patronales.

On sait que le carcan des placements financiers ronge de l'intérieur les entreprises au détriment des salaires et des investissements. Nous proposons de les taxer au moins au même niveau que les cotisations sur les salaires. Cela représenterait 58 milliards pour les entreprises et 45 milliards pour les institutions financières (7).

Plus fondamentalement, nous ne nous laisserons pas de rappeler au Premier ministre son engagement de 1997 d'engager la réforme des cotisations patronales. On sait, en effet, que des différences énormes existent entre les entreprises selon les branches économiques, selon la taille des entreprises, leur accès aux crédits bancaires, leur politique plus ou moins tournée vers la financiarisation ou vers la création de richesses.

Il nous paraît important de garder une cotisation fondée sur les salaires et versée par les entreprises, c'est-à-dire, là où se créent les richesses et parce que c'est bien la nature des cotisations sociales que d'être une part du salaire contribuant à ce que nous appelons la reproduction de la force de travail. Passer à une cotisation basée sur la seule valeur ajoutée supprimerait ce lien sans apporter de ressources nouvelles à la Sécurité sociale.

Dans ce lien maintenu avec le salaire, nous proposons une modulation prenant en compte la part des salaires dans la valeur ajoutée ou encore le développement de la valeur ajoutée disponible, c'est à dire l'ensemble des fonds destinés aux salaires, aux emplois, à la formation et au développement des ressources humaines.

Il ne s'agit pas, pour nous, de punir de « mauvais » patrons ou de récompenser des « bons » mais de chercher à coller au plus près de la réalité de ce que chaque entreprise peut apporter au financement de la protection sociale.

Plus, beaucoup plus de démocratie

Les organismes de Sécurité sociale sont de plus en plus ressentis comme des machines bureaucratiques incapables de prendre en compte les problèmes des gens. Constaté cela n'est pas dirigé contre le personnel qui est lui-même victime de cette déshumanisation d'organismes dont la vocation initiale devrait justement être rigoureusement inverse, c'est-à-dire d'être tournée vers les gens. Cette situation est le résultat de choix politiques clairs. Quand l'objectif fondamental fixé par le législateur est d'encadrer les dépenses dans un « pacte de stabilité » fixé au niveau européen, on finit par oublier que la vocation de la Sécurité sociale doit être de répondre aux besoins concrets des assurés sociaux.



Quand on abandonne progressivement les missions sociales vis-à-vis des usagers, la même logique anti-sociale pèse sur les personnels des organismes de Sécurité sociale avec des salaires bloqués depuis 3 ans, la suppression du régime de retraite, le refus d'appliquer les 35 heures. Les usagers ont raison de s'indigner des conditions d'accueil qui leur sont faites. D'autant plus raison que c'est le résultat d'un politique délibérée qui frappe aussi fort les assurés sociaux et le personnel.

Il y a urgence à inverser complètement la logique actuelle et à revenir à une véritable mission de réponse aux besoins. Cela passe, selon nous, par un immense effort de réflexion collective associant les assurés sociaux directement aussi bien que par l'intermédiaire des syndicats, mutuelles et associations (8), les personnels des organismes sociaux les professionnels de santé, les travailleurs sociaux. Parce que nous ne sous-estimons pas l'ampleur des problèmes, nous pensons qu'il faut chercher ensemble comment inventer de nouvelles formes de démocratie directe dans les domaines sociaux. Comment rapprocher des usagers, les organismes de protection sociale, les lieux de discussion, pour tenir compte le mieux possible de toutes les spécificités ?

On peut se demander si, malgré le peu de moyens mis en œuvre pour réussir les Etats généraux de la Santé, ce n'est pas à cause de la richesse des idées échangées et des exigences qui commençaient à monter, que ces Etats généraux ont été prématurément arrêtés. En tout cas, avec tous ceux qui s'y sont engagés, les communistes pensent qu'il y aurait beaucoup de leçons à tirer du renouvellement à beaucoup plus grande échelle de ce type de démarche qui consiste sur un sujet, qui concerne directement la vie quotidienne des gens, à leur donner la parole (9). Cela ne marchera qu'à condition de montrer clairement qu'il y a la volonté d'écouter et d'entendre.

Si on veut être cohérent avec ce qui précède, il n'est donc pas question de définir au départ des propositions précises à prendre ou à laisser. Par contre, il nous semble nécessaire pour un parti politique qui ambitionne de transformer la société de dire dans quel sens il propose de s'engager.

Nous avons dit plus haut l'importance que nous attachons au rétablissement de l'élection au suffrage universel des représentants des assurés sociaux. (Rappelons que ces élections existent pour les régimes des agriculteurs, des artisans et des professions libérales. Seuls les salariés en sont privés). Nous nous réjouissons donc que la ministre des Affaires sociales, répondant à la demande des députés communistes de rétablir ces élections, se soit engagée lors du débat sur la loi de modernisation sociale en janvier 2001, à organiser une consultation des syndicats sur ce point.

Mais, si important soit-il, le rétablissement des élections ne suffira pas à lui seul à assurer la démocratisation nécessaire. A l'image de ce qui existe dans le régime agricole avec les délégués cantonaux, ne peut-on pas avoir des « délégués Sécurité sociale » par quartier, par entreprise ? Le risque de multiplier les échelons éloignant les assurés des lieux de discussion sera évité si on veille à ce que chacun de ces niveaux ait des pouvoirs réels et donc des comptes à rendre. Ces pouvoirs nouveaux que nous proposons de donner aux administrateurs élus seront d'autant plus efficaces qu'ils serviront à multiplier les concertations, les actions avec d'autres intervenants naturels sur le terrain social comme les professionnels, les élus locaux, les syndicats et mutuelles, et les associations dont le rôle ne cesse de grandir.

A l'inverse du MEDEF qui pense que le rôle du Parlement doit se limiter à enregistrer les résultats des négociations décidées par le patronat, nous pensons que le Parlement a un rôle accru à jouer. A égalité avec la politique économique, monétaire, ou étrangère, le Parlement doit retrouver le pouvoir de définir la politique sociale du pays. Il nous paraît nécessaire de redonner au Parlement une partie du pouvoir réglementaire qui a glissé vers le gouvernement et les instances européennes. Ainsi, ne faut-il pas des lois pluri-annuelles en matière de santé, de Sécurité sociale qui n'existent pas aujourd'hui ? De telles lois pourraient être élaborées après des concertations associant caisses de Sécurité sociale, représentants des professionnels concernés, syndicats, associations d'usagers, de malades, de retraités, familiales, les mutuelles. Ces lois, une fois votées, les organismes de Sécurité sociale auraient mandat de les mettre en œuvre, débarrassés de la tutelle omniprésente du ministère. Ils pourraient le faire de manière beaucoup plus décentralisée en concertation et sous le contrôle des salariés des entreprises, des associations d'usagers.

Conclusion

Rien de ce qui précède n'est à prendre ou à laisser, tout simplement parce que nous pensons que personne, ni aucune organisation ne possède seule la solution à tous les problèmes.

Les communistes ont pourtant une certitude forte. C'est en faisant le pari de l'être humain, du développement de toutes ses capacités que l'on sortira de la crise. Le développement humain, la recherche du bien-être, c'est la raison d'être de la Sécurité sociale ou plutôt cela doit le redevenir, en sachant inventer les réponses modernes aux besoins sociaux qui ont grandi dans la crise (chômage, exclusion, dépendance des personnes âgées) et des besoins nouveaux auxquels il faut répondre pour une croissance réelle, une sortie de crise par le développement de toutes les capacités humaines. ■

1. Voir l'étude de l'INSERM publiée en septembre 2000 : « Les inégalités sociales de santé ».
2. C'est par un abus complet de langage que les tenants du libéralisme qualifient de « solidarité nationale » ce qu'ils rejettent sur l'Etat et utilisent le mot « assurance » (maladie, chômage...) pour ce qui est financé par les cotisations.
3. Contrairement à une idée trop souvent mise en avant le but de la prévention n'est pas et ne doit pas être de faire des économies mais d'améliorer l'état de santé de plus grand nombre. Elle ne se substitue pas au système de soins mais en renforce l'efficacité.
4. Voir les travaux de Paul Boccard sur la *Sécurité d'emploi et de formation*, repris comme objectif politique lors des deux derniers congrès.
5. La notion de salaire socialisé est plus précise que celle de salaire différé qui pourrait laisser croire qu'il s'agit d'un salaire individuel simplement reporté dans le temps.
6. Une étude récente du ministère du Travail sur l'effet de la baisse des charges sur l'emploi se termine par l'aveu que pour démontrer cet effet « des travaux complémentaires sont nécessaires ».
7. A ceux qui objectent que cette taxation est une ressource aléatoire, voire s'inscrit dans la logique capitaliste, nous répondons que si elle freine si peu que ce soit les placements financiers au profit des investissements des entreprises, alors le bénéfice est durable, d'abord en terme d'emplois créés, puis, par ricochet, en terme de rentrées supplémentaires pour la Sécurité sociale.
8. Le rôle croissant des associations de malades, notamment depuis l'apparition du Sida est un facteur de développement de la démocratie sociale et sanitaire en posant avec force la question des droits des malades.
9. Le PCF vient de proposer de lancer un processus similaire à propos des problèmes de bioéthique. Une demande similaire a été lancée l'été dernier sur le thème d'une refondation de progrès social de l'Unedec.